

# UNITED FOR A JUST FUTURE

IndustriALL Global Union 3rd Congress  
14-15 September 2021

## Résolution relatives aux demandes de réformes démocratiques en Eswatini

Depuis plusieurs dizaines d'années maintenant, les syndicats, les mouvements sociaux et les partis politiques appellent à des réformes démocratiques, à la levée de l'interdiction des partis politiques et à la liberté d'expression dans le Royaume d'Eswatini.

Les habitants de ce pays vivent dans une pauvreté abjecte, bien en dessous du seuil de pauvreté, le chômage est extrêmement élevé, la liberté d'expression inexistante, ils sont expulsés de leurs terres lorsque le roi a décidé que la parcelle lui revenait et l'appareil de l'État est utilisé pour réprimer et faire taire les gens.

Le roi et sa famille mènent un train de vie fastueux aux dépens du peuple d'Eswatini, où un retraité se voit verser une pension de 400 rands (soit 27 dollars américains) tous les trois mois – avec de la chance.

Ces dernières semaines, les manifestations se sont intensifiées, entraînant la mort de plus de 70 manifestants non armés et de nombreux autres blessés graves entre les mains de la police et des forces de défense.

Arrestations arbitraires, placements en détention, intimidation, menaces et actes de violence contre des manifestants pacifiques, exerçant leurs droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association, sont à l'ordre du jour.

Rappelant l'engagement de longue date d'IndustriALL Global Union en faveur du respect et de la protection des travailleurs et travailleuses, des droits de l'homme et de l'État de droit.

- Nous condamnons les attaques violentes et brutales à l'encontre des manifestants prodémocratie non armés.
- Nous nous engageons à soutenir le peuple d'Eswatini qui poursuit son combat en faveur de réformes démocratiques.
- Nous demandons le respect et la protection des droits de l'homme, y compris le droit à la vie, les droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association et l'État de droit.
- Nous nous associerons à toutes les organisations engagées dans des efforts de solidarité à l'endroit du peuple d'Eswatini.
- En tant que travailleurs et travailleuses du monde, nous montrerons une solidarité sans faille envers les travailleurs et les habitants du Royaume.

- Nous appelons au dialogue national en faveur de réformes démocratiques qui permettront d'élire le premier ministre dans le cadre d'un processus démocratique et de réviser la constitution nationale afin de favoriser le transfert du pouvoir exécutif du roi vers un gouvernement élu démocratiquement.
- Obliger le roi Mswati à répondre des actes de torture barbares et cruels, de l'assassinat et de la persécution de plus de 70 personnes au sein d'une si petite population.
- Appeler la Cour pénale internationale à mener sa propre enquête concernant les meurtres insensés de manifestants pacifiques et à arrêter tous les responsables, y compris le roi lui-même qui a donné l'ordre de commettre ces exactions.
- Demander à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies d'exécuter son mandat et d'agir contre les violations des droits de l'homme en Eswatini.

IndustriALL fera tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir le peuple d'Eswatini.

Rappelant que la liberté de réunion pacifique et la liberté d'opinion et d'expression sont des libertés essentielles pour les droits de l'homme et les droits syndicaux et que le gouvernement d'Eswatini doit souscrire aux conventions des Nations Unies qu'il a ratifiées, y compris le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la région de l'Afrique subsaharienne d'IndustriALL appelle le gouvernement d'Eswatini à :

1. Respecter et favoriser des espaces démocratiques permettant au peuple d'exprimer ses revendications à travers des manifestations.
2. Mettre fin aux violations flagrantes des droits de l'homme et à l'utilisation excessive de la force meurtrière par la police et l'armée à l'encontre des manifestants, qui a coûté la vie à plus de 70 personnes et engendré la disparition de plusieurs autres. Les forces de l'ordre ont un devoir de sûreté et de sécurité et ne doivent pas être utilisées pour nuire à des civils non armés et les blesser.
3. Faciliter une enquête des Nations Unies concernant la mort de civils, conformément aux demandes des syndicats et des organisations de la société civile.

